



Réseau mondial des travailleurs/euses collectivités locales et régionales (ALR) de l'ISP

Session #1 : Asie-Pacifique / Pays arabes Afrique francophone & Afrique anglophone / Europe

5 avril 2022

COMPTE RENDU PROVISOIRE

Bienvenue et remarques préliminaires

Daria Cibrario, responsable de l'ISP pour le Secteur Administrations locales et régionales (ALR), a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux participants.

Elle explique que le Réseau est le forum politique sectoriel interrégional de l'ISP pour tous les affiliés de l'ISP représentant les travailleurs/euses et les représentants syndicaux ALR dans le monde entier, établi par sa Charte en 2016 à Bruxelles. Cette décision a été prise conformément à la résolution 34 du Congrès de l'ISP de 2012. Ce groupe de contact est désormais prévu deux fois par an afin de renforcer le travail conjoint au niveau régional et mondial.

Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'ISP, a présenté son discours d'ouverture :

Rosa a fait part de ses préoccupations concernant la situation mondiale actuelle, les effets persistants de la pandémie et la guerre en Ukraine qui a conduit à la fin de l'équilibre géopolitique résultant de la fin de la Seconde Guerre mondiale. La crise affecte le système social, économique et politique à l'échelle mondiale. Au lieu d'être la solution, le modèle néolibéral a plutôt provoqué une augmentation des inégalités et des injustices dans le monde.

Le moment est venu de reconsidérer le modèle économique et politique global et de mettre fin au système colonial. Le système multilatéral doit être renforcé pour éviter que quelques superpuissances ne gouvernent le monde.

Les ALRs sont essentielles pour fournir tous les services dont les gens ont besoin. Il est vital de créer une politique substantielle selon laquelle les gouvernements locaux sont la maison commune de la communauté où les droits fondamentaux de la personne peuvent être satisfaits. Rosa a rappelé les campagnes de l'ISP, notamment contre la privatisation, pour la justice fiscale et, plus récemment, pour soutenir la renonciation aux droits de propriété intellectuelle pour les vaccins. Elle a également rappelé que l'ISP est responsable de l'accès aux médicaments et à toutes les installations technologiques susceptibles de contribuer à la production de vaccins. Elle a déclaré qu'une forte innovation était nécessaire pour relever les défis à venir et a conclu qu'il était important d'établir des alliances avec la société civile et les organisations progressistes, et en particulier avec les autorités locales qui s'efforcent de créer les changements nécessaires.

Questions et commentaires :

Mohamad Alarada, de la Fédération syndicale du Koweït, a suggéré que la clé des succès futurs réside dans les alliances, mais aussi dans des liens solides au sein des syndicats de travailleurs. Les syndicats doivent être prêts à servir les intérêts des travailleurs et à trouver de nouveaux modèles de travail, ce qui nécessitera de nouvelles législations et une meilleure protection des droits des travailleurs.

Samira Abdulaleem, du Syndicat des services publics de Palestine, a demandé à Rosa quel était le rôle des femmes dans la guerre et le changement climatique. Elle a également demandé comment les syndicats de travailleurs peuvent être une force pour le bien et aider les gens au Liban après la nouvelle choquante de la faillite de l'État.

Jammu Anand, Nagpur Municipal Corporation Employees Union India, a évoqué la situation au Sri Lanka, où le gouvernement est en faillite. Les syndicats ont un rôle majeur à jouer en exerçant une pression sur les gouvernements et en créant une pression internationale en faveur d'un nouvel ordre économique. Il a fait remarquer que les syndicats devraient s'exprimer davantage en faveur de la paix et que les travailleurs ont la force de se mobiliser en faveur d'un nouvel ordre social et contre la guerre.

Ram Prasad Poudel, Local Level Employee Union (LLEU) Nepal, a exprimé sa solidarité et celle des syndicats LRG du Népal au peuple ukrainien. Il demande à Rosa comment l'ISP peut aider les travailleurs ukrainiens.

Réponses de **Rosa** :

- Je suis d'accord avec Mohamad pour dire qu'une nouvelle législation est nécessaire pour redistribuer les richesses. Les organisations multilatérales doivent être renforcées de manière démocratique et contre l'idée que la participation aux systèmes signifie que quelqu'un peut forger l'agenda politique mondial, comme c'est le cas dans le système actuel des Nations unies.
- En réponse à Samira, Rosa a déclaré que le rôle des femmes en temps de guerre est principalement celui de victimes, de violences, de viols, de déplacements, et qu'elles doivent subvenir aux besoins de leurs familles pendant que les hommes sont au front. L'ISP estime que les femmes jouent un rôle fondamental et qu'elles doivent être reconnues pour leur rôle dans toutes les sphères de la société. L'ISP travaille dans tous les secteurs pour renforcer le rôle des femmes, par exemple dans la redistribution sociale du travail de soins rémunéré et non rémunéré. Sans une véritable égalité entre les hommes et les femmes, il ne sera pas possible de modifier en profondeur le modèle social et économique actuel.
- L'année dernière, le Sri Lanka a accepté un prêt du gouvernement chinois pour financer la reconstruction et l'entretien de l'aéroport de Colombo. Pour rembourser ce prêt, le gouvernement a dû investir près de la moitié des ressources du pays. Cela démontre l'importance de réformer la crise de la dette. Des prêts assortis de conditions de remboursement aussi insupportables conduisent à la privatisation des services et des ressources publics. Les syndicats doivent faire savoir que les conditions actuelles ne sont plus acceptables ni possibles. L'ISP, avec ses collègues et ses affiliés, doit influencer les politiques des centres nationaux et faire campagne pour que le pouvoir passe des sociétés et des entreprises aux travailleurs et aux populations.
- Rosa a souligné le succès récent de la pression exercée sur les gouvernements et le groupe des travailleurs au sein de l'organe directeur de l'OIT, qui a contribué à l'élection de Shimer Humbold, qui a été choisi comme candidat du mouvement syndical.

Daria informe que le plan d'action complet pour le secteur des collectivités locales, présenté en décembre dernier à la fin du cycle de consultations appelé LRG Next, est disponible ainsi qu'un résumé d'une page. Les commentaires sont les bienvenus. Elle a également souligné que la participation à la session serait très appréciée.

Point §1. Plan de travail et activités du Secteur ALR pour 2022 - Partie 1

1. Évaluation de LRGNext2021

Plan d'action 2022 du Réseau mondial ALR

- **Évaluation de LRGNext2021**

Daria a présenté les résultats de la série de consultations LRGNext 2021. Six consultations politiques thématiques ont été organisées sur différents thèmes. L'ISP a présenté dix notes d'information sur la politique de l'ISP sous forme de documents de discussion. 26 réponses ont été reçues dans le cadre de l'enquête qui a été diffusée pour obtenir un retour d'information.

Hazel Ripoll, Collaboratrice de l'ISP chargée des campagnes, a présenté les [résultats de l'enquête LRGNext 2021](#) :

Participation globale de 453 personnes, 228 personnes ayant assisté à une ou plusieurs sessions, avec une moyenne de 75 participants par session. Les participants comprenaient 129 représentants de 98 syndicats affiliés à l'ISP, 43 membres du personnel et 56 participants de la société civile et d'autres organisations. Des représentants des affiliés de l'ISP dans 55 pays ont participé à la série.

Daria informe que [tout le matériel développé](#), y compris les enregistrements vidéo, les résultats résumés et la finalisation de la conception de toutes les [notes politiques](#), ainsi que toutes ces ressources seront disponibles sur le site web principal de l'ISP.

- **Plan d'action du Réseau mondial du Secteur ALR de l'ISP**

Ce processus a également permis de faire le point sur le travail réalisé par l'ISP dans le secteur entre 2016 et 2021 et de publier un [Plan d'action](#) 2022-2027 qui représente la feuille de route du travail de l'ISP et de ses affiliés.

Le projet de Plan d'action du Secteur ALR a été présenté le 3 février lors de la clôture de LRGNext2021, il a été distribué et les commentaires et réactions sont les bienvenus. Daria a remercié les affiliés qui ont pris le temps de fournir des commentaires, en particulier Vision, JICHIRO et FNV Overheid.

2. Ateliers et activités thématiques 2022

Daria informe que le [calendrier des activités et des événements](#) pour 2022 a été distribué.

Le financement des services publics locaux est une priorité qui est clairement ressortie des discussions. L'accès à un flux régulier de ressources publiques reste un défi majeur pour la plupart des ALRs dans le monde. C'est pourquoi l'ISP organisera deux groupes de travail thématiques en ligne sur ce thème, qui se pencheront sur les banques publiques municipales et régionales ainsi que sur les marchés publics socialement responsables :

1. 12 mai 2022
2. 28 septembre 2022

L'ISP enverra un formulaire de pré-inscription à toute personne intéressée.

Thomas Marois, SOAS/Université de Londres, a présenté un rapport sur les banques publiques :

Les banques publiques peuvent exister en tant qu'importantes institutions patrimoniales qui peuvent être des organisations significatives dans l'intérêt des travailleurs et des communautés. Une banque publique est détenue par les autorités publiques et peut également être publique en termes de gouvernance et de mandat. Elles peuvent se concentrer sur des objectifs spécifiques ou être universelles. Il existe plus de 900 banques publiques dans le monde, qui contrôlent plus de 49 000 milliards de dollars d'actifs.

Perspectives pour les travailleurs et les syndicats :

- **Décarbonisation.** Au niveau mondial, les banques publiques se sont engagées dans des projets importants tels que la décarbonisation et les transitions vertes. Elles peuvent bien sûr être contradictoires, par exemple la Banque chinoise de développement est l'un des principaux investisseurs dans les technologies vertes, mais elle investit également dans des projets sans le consentement ou la consultation des communautés. Les syndicats et les communautés doivent revendiquer et façonner les banques publiques dans leur intérêt.
- **La définanciarisation.** La Banque du Dakota du Nord, par exemple, rassemble les flux de capitaux et tente de les fixer dans sa juridiction.
- **Démocratisation.** Les banques publiques devraient être un lieu de démocratie économique. Thomas a donné l'exemple de Banco Popular au Costa Rica, qui est une démocratie radicale et inclusive dirigée par l'Assemblée des travailleurs et des travailleuses, composée de 290 représentants de dix secteurs sociaux. Les partenariats formés par la banque, comme avec Coopelesca, montrent comment les partenariats publics peuvent être facilités par la finance.

Les syndicats doivent veiller à ce que les banques publiques soient dans l'intérêt du public ; ils doivent les revendiquer et les démocratiser. C'est une condition nécessaire à toute transition vers une économie mondiale plus durable et plus équitable.

Daria a confirmé que Thomas élaborera, dans le cadre des groupes de travail, une note d'information à l'intention des travailleurs et des syndicats sur les banques publiques.

Questions et réactions :

Jammu Anand demande de quelle manière le financement public existe pour des services publics de qualité en Inde, car il n'y a pas de financement public des banques publiques vers les collectivités locales. Les collectivités locales doivent générer leurs propres revenus. **Thomas** répond que l'énorme système de banques publiques en Inde soulève la question du financement pour qui, des conditions et de qui en verra les

bénéfiques. Les banques publiques ne peuvent pas être considérées comme nécessairement bonnes simplement parce qu'elles sont publiques ; elles doivent être récupérées et réappropriées pour être gouvernées dans l'intérêt public.

Godsen Mohandoss, chargé de projet à l'ISP, mentionne NABHA, une banque nationale indienne qui se concentre sur le développement local. Il demande ce que le secteur public peut faire pour renforcer la gouvernance locale. **Thomas** répond que cette question s'applique au monde entier, et pas seulement à l'Inde. Aux États-Unis, il n'y a pratiquement pas de banques publiques. Cependant, il existe un mouvement de base entre les syndicats et la société civile pour les créer. Qu'un pays n'ait aucune banque publique au niveau local ou qu'il en ait de très puissantes, la lutte consiste à démocratiser la finance. Les gens doivent élaborer des stratégies autour de la communauté dans le but d'assurer une représentation universelle.

Daria conclut que Thomas Hanna s'exprimera en direct lors de la deuxième session de cette réunion, le 6 avril 2022. L'ISP partagera la vidéo avec les personnes qui ne pourront pas assister à la réunion.

Point §2. Mises à jour des activités du secteur ALR et actions des régions - Partie 1

Daria a invité les affiliés et les régions et sous-régions de l'ISP à mettre en lumière les défis actuels, les actions syndicales et les activités en cours dans le secteur ALR au sein de leurs communautés, pays, régions et sous-régions.

Asie-Pacifique

Graeme Kelly, United Services Union NSW Australia, présente les mises à jour suivantes :

- Depuis octobre 2021, l'USU mène une campagne "Council Services by Council Workers" en Nouvelle-Galles du Sud visant à inciter les élus à collaborer avec l'USU pour éradiquer le travail contractuel. 400 candidats se sont inscrits à la campagne, dont 200 ont été élus.
- Les contrats inférieurs à 150 000 USD ne doivent pas faire l'objet d'un appel d'offres en Nouvelle-Galles du Sud, si bien que, récemment, des hauts fonctionnaires du conseil municipal ont passé plusieurs dizaines de contrats inférieurs à ce montant sans aucun contrôle public. L'USU s'efforce d'éradiquer cette pratique.
- Au cours de Covid, le problème de la précarité de la main-d'œuvre journalière occasionnelle s'est posé dans l'ensemble du secteur. Un conseil avait 150 employés occasionnels de longue durée, certains employés depuis plus de 20 ans, qui ne percevaient pas leurs droits. Après une action syndicale devant les tribunaux, 120 de ces personnes sont devenues des employés permanents.
- En juillet, l'USU fixera les taux de rémunération et les conditions d'emploi des membres pour 2024-26. Les principaux arguments seront centrés sur la crise actuelle du coût de la vie.
- Les élections fédérales de mai 2022 seront marquées par la question du financement fédéral des sections de l'USU. Sous les anciens gouvernements travaillistes, le financement fédéral s'élevait à 1 % du PIB ; il est maintenant tombé à 0,5 %. Cette situation a entraîné un retard de plus de 20 milliards de dollars en matière d'infrastructures.
- L'USU vise à garantir le financement des apprentissages pour les jeunes, tel qu'il existait dans les années 1970-90. Le fléau des entreprises de formation collective épuise les fonds alloués aux collectivités locales.

Daria a confirmé que l'ISP organisera une série d'ateliers sur les questions relatives à la stratégie syndicale en matière d'externalisation, notamment avec Ver.di en Allemagne et Unite au Royaume-Uni. Le premier aura lieu le 14 juin 2022. L'espoir est que des cas comme celui de l'USU faisant pression sur les 200 conseillers élus aideront d'autres syndicats à apprendre comment délocaliser des emplois de manière stratégique. L'un des objectifs de ce groupe de travail est de dresser une carte des multinationales qui cherchent à obtenir des offres pour supprimer des services publics locaux.

Tom Reddington, Secrétaire sous-régional de l'ISP pour l'Océanie, a indiqué que les affiliés des États insulaires du Pacifique organisent des ateliers en réponse à Covid et aux crises économiques actuelles, ainsi qu'à la crise climatique, qui se penchent spécifiquement sur la possibilité de syndiquer les travailleurs de première ligne. Le financement international du climat fourni aux pays développés n'est pas à la hauteur des accords, et le financement fourni ne se traduit pas par des emplois syndicaux ou des services publics améliorés au niveau local. Les affiliés étudient les moyens de garantir que les fonds reçus soient investis dans ces domaines.

Ram Prasad Poudel, a déclaré que les syndicats font pression sur le gouvernement pour sauver les emplois des employés temporaires et pour protéger les droits des employés. Ils planifient également l'organisation de syndicats de travailleurs au niveau local et élaborent des plans stratégiques sur trois et cinq ans.

Kopila Khatiwada, Local Level Employee Union (LLEU) Nepal, a ajouté qu'en théorie, la sécurité des employés locaux est protégée par la constitution, mais que cela n'est pas le cas dans la pratique ; il faut y remédier. Elle note que le système "hire and fire" est très dangereux et que les syndicats doivent lutter contre le travail précaire et la discrimination des employés de l'administration locale, qui ne bénéficient pas des mêmes facilités que les employés de l'administration centrale.

Kannan Raman, Secrétaire sous-régional de l'ISP pour l'Asie du Sud, présente le projet au Népal soutenu par le FORSA et l'atelier organisé par l'OIT en Asie du Sud, qui a permis d'élaborer une stratégie sur la manière de formaliser et de remunicipaliser le travail sanitaire. Il a également examiné la manière de créer des liens pour rassembler les secteurs.

Dessie Robinson, FORSA Irlande, est d'accord avec Graeme sur l'importance du recrutement d'apprentis. Il doit s'agir d'un domaine prioritaire, car il s'agit des futurs membres des syndicats. Il a ajouté que le vieillissement de la main-d'œuvre donne aux gouvernements locaux l'occasion d'invoquer la nécessité d'externaliser la main-d'œuvre. **Daria** est d'accord pour dire que cela devrait faire partie intégrante des activités et du plaidoyer de l'ISP.

Point §3. Plan de travail et activités du Secteur ALR pour 2022 - Partie 2

2. Ateliers et activités thématiques 2022 (suite)

Edmundo Werna – a fait la présentation suivante sur les raisons pour lesquelles les syndicats ALR devraient s'engager autour des Forums urbains mondiaux des Nations unies et notamment le Forum urbain mondial (FUM) 11:

1. Renforcer le rôle des travailleurs publics au niveau central afin de leur accorder plus d'attention et de soutien. 20th siècle, le rôle des travailleurs dans le développement urbain a commencé à s'estomper, sous l'effet des politiques néolibérales. Les décisions prises par les décideurs politiques en matière de développement local ont un impact sur les travailleurs.
2. Le FUM est un pôle d'attraction pour les ALRs. Les membres des Nations unies sont des gouvernements centraux, mais les maires et les représentants locaux participent également aux FUM, ce qui leur donne l'occasion de se concerter, de faire entendre leur voix et d'échanger des connaissances.
3. Les décideurs en matière d'investissements et de politiques influencent la vie des travailleurs du secteur public, c'est pourquoi les FUM sont une bonne occasion de défendre leurs intérêts auprès de ces décideurs.
4. Il faut se concentrer sur quelques réunions clés. Il existe aujourd'hui des milliers d'événements chaque année, mais le FUM est le plus important au monde et mérite donc une attention prioritaire.
5. Briser les mythes. L'évolution du développement urbain a donné lieu à certains mythes qu'il convient de combattre, notamment le fait qu'il faille investir dans l'équipement plutôt que dans la main-d'œuvre, et la romantisation du travail informel et du travail non rémunéré, alors qu'il est en réalité beaucoup plus éthique de verser de bons salaires. Cela peut se faire en étant présent au FUM et en s'engageant dans les débats. Ces mythes prévalent chez les décideurs en matière de développement urbain. Les syndicats doivent s'y opposer et faire comprendre aux décideurs l'importance des travailleurs. Les décideurs doivent également comprendre que sans travail décent, les villes ne peuvent pas prospérer.

David Kapiyah, études régionales de l'OIT, a informé la réunion de l'avancement des recherches de l'OIT sur les conditions de travail des gouvernements infranationaux en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine :

Objectifs :

- Élaborer une analyse globale des conditions de travail des travailleurs des administrations infranationales.
- Faire la lumière sur les droits et les conditions de travail, la formation professionnelle et les systèmes de qualification.

- Examiner le rôle que jouent les cadres gouvernementaux nationaux pour garantir que les gouvernements locaux disposent des conséquences et des moyens appropriés pour assurer des conditions de travail décentes et un emploi fiable aux travailleurs infranationaux.

État actuel des études menées dans quatre régions :

- Pour l'Afrique et l'Europe, les premiers projets ont été reçus et commentés par l'OIT et l'ISP. Les deuxièmes versions ont été reçues et sont en train d'être examinées en interne, avant d'être communiquées à l'ISP pour commentaires. L'objectif est de partager l'étude pour commentaires le plus rapidement possible.
- En Asie, les pays participants sont encore en train d'être déterminés et les propositions de consultants sont en cours de réception, l'objectif étant d'engager des consultants d'ici la fin mai 2022.
- En Amérique latine, l'étude a été finalisée et se trouve sur le site web de l'OIT.

Résultats de l'étude sur l'Amérique latine :

- Les données et les statistiques n'établissent pas de distinction claire entre les différents niveaux de gouvernement. Le gouvernement est toujours considéré comme une administration publique générale, ce qui pose des problèmes pour qualifier le nombre de travailleurs dans les administrations infranationales. La plupart des pays ont un système à trois niveaux : les travailleurs permanents sont majoritaires, suivis des contrats temporaires à durée déterminée et, enfin, de l'externalisation, qui est une tendance croissante.
- Les salaires sont moins élevés dans les administrations locales que dans les administrations centrales.
- Les travailleuses sont concentrées dans les secteurs de l'éducation et de la santé. De tous les secteurs, ce sont ceux où les conditions de travail et les salaires sont les plus bas.
- Plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas ratifié toutes les conventions fondamentales de l'OIT.
- Il existe une législation nationale contre la violence et le harcèlement, mais elle n'est généralement pas accompagnée de mécanismes adéquats permettant de déposer et d'entendre des plaintes, ni de sanctions correspondantes.

Daria informe que le rapport sur l'Amérique latine a été diffusé, mais uniquement en espagnol.

Daria demande à David ce que l'OIT pourrait faire une fois les quatre rapports publiés. David suggère d'organiser un atelier de validation dans un premier temps, au cours duquel les consultants pourraient partager une plateforme avec les affiliés constituants et avoir une conversation plus approfondie sur les questions soulevées dans les études.

Questions et commentaires :

Jammu Anand a demandé aux membres de l'ISP de prévoir des ateliers régionaux sur ces questions avec les syndicats affiliés du secteur ALR afin de discuter en détail des conclusions des rapports.

Edmundo a répondu que l'organisation d'ateliers était essentielle pour continuer à faire passer le message de l'importance des travailleurs et syndicats des services publics aux décideurs et aux investisseurs. Les villes sont construites et gérées par les travailleurs. Les décideurs donnent la priorité à l'organisation des communautés et des quartiers. Toutefois, des progrès ont déjà été accomplis, par exemple avec Habitat 3 en 2016. 20 ans plus tôt, il n'y avait pratiquement aucune mention du travail dans Habitat 2. Nous devons continuer à plaider et à nous battre.

Daria a informé la session des événements importants à venir :

- 17-21 mai 2022 - Sommet Africités (Kisumu, Kenya).
- 26-30 juin 2022 - Forum urbain mondial 11 (Katowice, Pologne).
- 27-30 juin 2022 - Shifting narratives - the political economy of public services, spending, and production (Londres, UK, et hybride).
- 10-14 octobre 2022 - Congrès mondial de CGLU (Doejeon, Corée du Sud, et hybride).
- 28 novembre - 4 décembre - Conférence TNI Notre avenir public 2022 (Recoleta, Chili, et hybride).

David Hall, PSIRU University of Greenwich, a donné des détails sur la conférence Shifting Narratives :

- La conférence vise à faire collaborer les universitaires, les syndicats et les mouvements sociaux sur des questions clés.
- Il est organisé autour de sessions d'ateliers d'une durée de 1h30, avec un temps de discussion à la fin de chaque session. Un rapport de synthèse sera fourni.
- Le PSIRU de l'Université de Greenwich et l'unité de Mariana Mazzucato à l'University College London sont les deux hôtes ; ce sont des institutions universitaires qui soutiennent les syndicats depuis longtemps.
- L'ISP a été invitée à désigner de jeunes militants pour participer à la conférence.
- L'accent sera mis sur l'économie, car il s'agit d'un domaine dans lequel les syndicats ont besoin d'une plus grande confiance pour changer de discours.
- David a encouragé toutes les personnes intéressées à participer à la conférence.

Daria a ajouté qu'il s'agit d'un moment de convergence entre la théorie et la pratique des mouvements progressistes. Ce moment peut être utilisé pour améliorer et enrichir le plaidoyer collectif et pour lutter contre les présupposés auxquels nos syndicats doivent faire face.

Satoko Kishimoto, Transnational Institute Japan, a présenté la conférence TNI au Chili :

- L'objectif est de créer des liens entre la société civile, les universitaires et les syndicats.
- L'ISP était co-organisatrice de l'événement 2019 « L'Avenir est public » à Amsterdam, TNI et l'ISP sont des alliés importants.
- Parmi les résultats de « L'Avenir est public » 2019 figurent la publication du livre L'avenir est public et la création d'une base de données publique sur les services publics de-privatisés, qui compte à ce jour 1 568 entrées.
- L'avenir est public est organisé en collaboration avec l'Université populaire municipale du Chili et bénéficie du soutien de l'Open Society Foundation (OSF).
- Le soutien d'OSF a permis l'élaboration du [Manifeste mondial pour les services publics](#).
- Le peuple chilien est en train d'élaborer sa propre constitution avec le gouvernement progressiste ; c'est le point de départ du projet Future is Public 2022 ; Building a Global Movement for Democratic Public Services (L'avenir est public 2022 ; construire un mouvement mondial pour des services publics démocratiques).

Luis Monje, Responsable de projets à l'ISP, a donné un bref aperçu de la stratégie de l'ISP en matière de développement durable et de son lien avec le Secteur ALR:

Le Département de développement syndical (UD) soutient les priorités mondiales et régionales de l'ISP. Il existe actuellement plus de 50 projets financés par des sources externes dans le monde entier, aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national. La principale contribution consiste à renforcer l'appropriation et la participation locales aux projets. Il est essentiel de maintenir la participation active des affiliés de l'ISP.

Cinq grands domaines d'intervention : les droits syndicaux, la santé et les services de soin, la défense du secteur public contre la privatisation, la mise en place d'un système de protection de la qualité et le changement climatique, ainsi que la croissance sectorielle et le renforcement des capacités.

L'équipe de l'UD a identifié six étapes principales :

1. Comment la pandémie de Covid 19 a montré la valeur des services publics essentiels.
2. L'investissement public dans les services publics locaux. Essayer de changer les mentalités et d'inverser cette tendance.
3. Les objectifs de développement durable ne peuvent être atteints sans la participation des travailleurs des services publics.
4. Comment aider les travailleurs des services publics à s'organiser et à se syndiquer.
5. L'humain avant le profit et la remunicipalisation.
6. Comment apporter un soutien par le biais du dialogue social et des réseaux.

Luis a présenté une nouvelle collègue de l'équipe UD de l'ISP, **Aisha Bahadur**, qui a ajouté que les syndicats ont pour mission d'organiser ; les réseaux sont formidables, mais les syndicats doivent s'inspirer les uns les autres et agir sur le terrain.

Daria a noté que le plan d'action quinquennal pour le Secteur ALR de l'ISP a été remis au département de Développement syndical (projets) afin d'assurer l'alignement entre les priorités politiques fixées par les affiliés ISP du Secteur ALR et les projets sur le terrain.

Daria donne la parole aux régions de l'ISP pour qu'elles fassent le point sur leur situation dans le Secteur ALR :

Najwa Hanna, Secrétaire sous-régionale de l'ISP pour les pays arabes, fait le point sur la situation :

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont confrontés à de nombreux nouveaux défis résultant de la Covid 19, qui a aggravé les crises préexistantes. En 2021, on comptait 82,4 millions d'immigrés, dont la majorité est originaire du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. L'instabilité de la région s'accompagne d'une fragilité des systèmes de santé. En 2021, la région arabe a perdu plus de 43 milliards de dollars de revenus, soit l'équivalent de sept millions d'emplois. Le secteur informel représente désormais jusqu'à 60 % du marché du travail dans certains pays. Les services publics sont l'un des seuls moyens restants de relier les sociétés. En Jordanie et au Koweït, les syndicats ont créé des centres pour les personnes déplacées.

Les priorités de la région sont le droit au travail, la santé et la sécurité des professionnels et la qualité des services publics.

L'ISP recommande d'établir un réseau pour les syndicats municipaux dans la région arabe afin d'encourager la participation à l'ISP et à CGLU. Cela doit se traduire sur le terrain par la participation à des activités et à des campagnes régionales. Des règlements sont nécessaires pour que le secteur respecte les normes professionnelles en matière de santé et de sécurité. Enfin, le droit de créer des syndicats dans le secteur public et d'organiser les travailleurs informels doit être défendu. Najwa a conclu en remerciant le FORSA pour son soutien à un projet de deux ans en Tunisie qui visait à améliorer les capacités des travailleurs dans les municipalités.

Naadira Munshi, coordinatrice de projet de l'ISP pour l'Afrique australe, a présenté des mises à jour sur un récent projet régional :

Le FORSA a financé un projet au Zimbabwe sur la santé et la sécurité au travail et le renforcement des capacités des travailleurs de première ligne en réponse au Covid 19. Le projet a collaboré avec le Zimbabwe Urban Council Workers Union (ZUCWU) et a fait appel à des consultants en organisation pour aider le syndicat à analyser la situation entourant le Covid 19 et la réponse du gouvernement, notamment le manque de vaccins, l'accès limité aux EPI et le faible niveau d'éducation au sujet du Covid. Du matériel de campagne a été élaboré et diffusé, qui met l'accent sur les mesures de sécurité publique.

Kudakwashe Munengiwa, ZUCWU, a fourni de plus amples détails sur le projet :

La santé et la sécurité au travail restent un défi au Zimbabwe ; le projet a tenté d'apporter une réponse structurée. L'une des plus grandes lacunes est l'absence de négociations collectives. Le projet a permis de recenser les problèmes et d'élaborer du matériel de campagne. Une enquête a été menée, qui a permis de comprendre les problèmes rencontrés dans les 23 conseils urbains du Zimbabwe.

Paola Panzeri, Responsable ALR de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), a présenté les dernières nouvelles de la région européenne :

Plusieurs rapports ont été publiés sur la nécessité d'adapter les services d'urgence au changement climatique et sur l'impact de ce dernier sur les travailleurs des services d'urgence et les pompiers.

L'UE révisé sa législation sur l'amiante et la protection des travailleurs. La FSESP veille à ce que les pompiers et les travailleurs des services d'urgence fassent partie des cibles de la législation.

Principaux domaines de travail du LRG de la FSESP :

1. Numérisation. Accords de grève au niveau européen.
2. Temps de travail et organisation du travail.

3. Violence de la part de tiers. Les lignes directrices multisectorielles signées en 2010 sont en cours de révision avec les homologues de la FSESP. Un projet multisectoriel décidera de la suite à donner aux lignes directrices.
4. Remunicipalisation. Demande de fonds à la Commission européenne en 2021 pour transformer le [guide de l'ISP sur la remunicipalisation](#) en un module de formation en ligne accessible à tous les travailleurs et syndicalistes. Il s'agira d'un projet conjoint FSESP-ISP.

La FSESP prévoit d'organiser un webinaire début juin sur la remunicipalisation dans les secteurs à prédominance féminine. Ce séminaire serait organisé conjointement avec le Comité des femmes de la FSESP.

GARDEZ LA DATE

19 octobre 2022 : Réseau mondial du Secteur ALR (#2) Une seule session virtuelle de 13h à 17h30 CET

Daria a remercié tous les participants pour leur contribution à la réunion.